Assemblée plénière du 13 novembre 2026

Vœu relatif aux data centers et à l'IA

Vœu à l'initiative du groupe Écologistes & Solidaires

Présenté par Eric OTERNAUD

Appel à un moratoire sur la construction de centres de données dédiés à l'intelligence artificielle

La multiplication des centres de données dédiés à l'intelligence artificielle dans nos territoires entraîne des conséquences que nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer. Nous devons agir dès maintenant pour empêcher les dommages irréversibles que ces installations font peser sur le bien-être des populations et sur la planète.

Malgré les montants considérables engagés, les promesses des promoteurs de l'IA ne sont pas remplies : leur bilan en matière de création d'emplois est décevant, les retombées économiques locales restent à trouver. De plus, les services d'intelligence artificielle que nombre de ces infrastructures sont destinées à héberger sont directement associés à une augmentation des suppressions d'emplois, à une déqualification du travail et à un affaiblissement du pouvoir d'achat des salarié·e·s.

Alors que les factures énergétiques des citoyen·ne·s augmentent, le Gouvernement accorde aux promoteurs de ces infrastructures des tarifs préférentiels sur l'énergie. La construction de nouveaux logements est retardée, voire abandonnée, parce que les centres de données monopolisent les capacités de raccordement disponibles sur les réseaux électriques. Dans le même temps, de nombreuses populations sont confrontées à une crise immobilière, à une hausse des loyers et à des situations de surpeuplement.

L'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement et connaît des vagues de chaleur d'une intensité sans précédent. Pourtant, les centres de données dédiés à l'IA sont de plus en plus alimentés par des énergies fossiles, compromettant notre capacité à réduire la pollution et à atteindre nos objectifs climatiques, tout en renforçant notre dépendance à des énergies polluantes.

Les centres de données ont des besoins considérables en eau douce pour leur construction, leur entretien et leur refroidissement, ce dernier besoin augmentant précisément lorsque les températures sont les plus élevées. Cette consommation prive les populations et les milieux naturels d'une ressource essentielle au moment où ils en ont le plus besoin.

Les grandes entreprises technologiques exercent des pressions sur le Gouvernement afin d'accélérer les procédures de construction et de pouvoir fonctionner dans l'opacité, en contournant les dispositifs de protection de nos populations et de nos écosystèmes, tout en captant une part majeure de la finance mondiale pour des résultats économiques et productifs qui relèvent à ce jour de la prophétie.

Cette puissance financière considérable influence les décisions politiques, au point de compromettre la capacité de nos démocraties à prendre, de manière indépendante et éclairée, des décisions concernant les centres de données dans l'intérêt général.

Les Conseiller·e·s régionaux·ales réuni·e·s en Assemblée plénière appellent les responsables politiques élu·e·s à instaurer des moratoires aux échelles locale, nationale et européenne afin de suspendre la construction de nouveaux centres de données.

Cette suspension doit permettre aux citoyen·ne·s de décider démocratiquement des conditions nécessaires pour que l'intelligence artificielle et les centres de données soient réellement au service des populations et de la planète, et non de la recherche de profits privés.

Claire MALLARD,
Présidente de groupe
Écologistes & Solidaires

